

## Bulletin d'histoire politique

# Le Gouvernement fédéral et la diète de guerre proposée et imposée aux Canadiens ou la Première Guerre mondiale et la consommation « patriotiquement responsable », 1917-1918

Mourad Djebabla



Volume 20, Number 2, Winter 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055951ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055951ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Djebabla, M. (2012). Le Gouvernement fédéral et la diète de guerre proposée et imposée aux Canadiens ou la Première Guerre mondiale et la consommation « patriotiquement responsable », 1917-1918. *Bulletin d'histoire politique*, 20(2), 171–189. <https://doi.org/10.7202/1055951ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Le Gouvernement fédéral et la diète de guerre proposée et imposée aux Canadiens ou la Première Guerre mondiale et la consommation «patriotiquement responsable», 1917-1918<sup>1</sup>

MOURAD DJEBABLA  
*Professeur adjoint*  
*Collège Militaire Royal du Canada*  
*Kingston*

## Introduction

Avant 1914, sur le plan alimentaire, les Britanniques dépendaient étroitement des importations. Cette réalité économique du temps de paix, véritable talon d'Achille en cas de conflit, résultait de la Révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle. Au détriment de l'agriculture, le développement industriel de la Grande-Bretagne favorisa les activités manufacturières et tertiaires. Comme conséquence, c'étaient les aliments de base, comme le blé, le bacon, le sucre et le fromage qui devaient être importés pour nourrir une population majoritairement urbaine.<sup>2</sup>

Face à cette réalité, la marine marchande, le contrôle des mers et les échanges avec les colonies apparaissaient comme des éléments *vitaux* pour le ravitaillement d'Albion. Le revers de la médaille était que, dès septembre 1912, au cours du Congrès annuel de la Ligue Pangermanique, l'amiral allemand von Breusing avança que le premier objectif de l'Allemagne en cas de conflit avec l'Angleterre serait d'intercepter son approvisionnement en denrées afin de la soumettre<sup>3</sup>. La Première Guerre mondiale fit appliquer cette politique du blocus par les deux camps.

Dès l'entrée en guerre, en août 1914, la France et la Grande-Bretagne optèrent pour un blocus des ports allemands en mer du Nord et de ceux austro-hongrois en Adriatique. Face à cette situation, en 1915-1918, les autorités militaires allemandes réagirent par le recours à la guerre

sous-marine.<sup>4</sup> Le 18 février 1915, les eaux autour des côtes de Grande-Bretagne et d'Irlande furent déclarées *zone de guerre*.

Jusqu'à la fin de 1916, les importations britanniques de denrées représentaient encore 90 % du niveau d'avant-guerre. Au regard de cette réalité et alors que l'hiver 1916-1917 fut particulièrement difficile en Allemagne à cause du blocus allié, les autorités allemandes décidèrent de frapper un grand coup en recourant à la guerre sous-marine à outrance en 1917. Il s'agissait de réduire en six mois l'Angleterre à la famine en la coupant de tout ravitaillement.<sup>5</sup> En avril 1917, au moment où le plus grand nombre de navires alliés furent coulés, l'approche du Sud-ouest des côtes d'Irlande était devenue « le cimetière des navires britanniques »<sup>6</sup>.

Les calculs allemands se révélèrent néanmoins faux quant à obtenir l'asphyxie d'Albion. L'erreur de l'Allemagne aura été de sous-estimer la capacité de la Grande-Bretagne à répondre à cette menace, notamment en se tournant vers le Canada. La route maritime entre le continent américain et celui européen étant en effet la plus courte, le transport maritime était moins long, donc moins onéreux et plus susceptible d'arriver à bon port<sup>7</sup>.

Avant 1914, le Canada constituait déjà une source d'approvisionnement du marché britannique. Dominion de l'Empire britannique, le Canada offrait autant des débouchés aux biens et aux investissements britanniques, que des sources d'approvisionnement en matières premières et en produits agricoles<sup>8</sup>. Au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la Révolution industrielle et la colonisation de l'Ouest canadien, l'agriculture canadienne se développa, ce qui permit d'augmenter la production agricole pour nourrir des citoyens toujours plus nombreux, tandis que les surplus étaient exportés vers la Grande-Bretagne<sup>9</sup>. Le principal lien qui unissait le Canada à sa métropole était agraire, ce que symbolisa les « ca-deaux » que le Canada et chaque province firent en août-septembre 1914. Le 6 août 1914, le gouvernement canadien offrit un million de sacs de farine<sup>10</sup>. En septembre 1914, les provinces envoyèrent à leur tour des produits de leur terroir pour les civils et les soldats de Sa Majesté. Il s'agissait notamment de 500 000 sacs de farine de l'Ontario et de 4 millions de livres de fromage du Québec<sup>11</sup>.

La Première Guerre mondiale mit le Canada à l'avant-scène pour l'approvisionnement de la Grande-Bretagne, ce qui se caractérisa d'abord, dès 1915, par la mobilisation des agriculteurs canadiens par le gouvernement fédéral pour les encourager à la surproduction afin que le Canada pût exporter le plus possible de produits agricoles. Ce fut la guerre sous-marine à outrance, en 1917, qui marqua un tournant pour les consommateurs canadiens dont, de leurs économies des vivres, allait dépendre la capacité des producteurs à répondre aux besoins alliés. Si la guerre a bien des influences sur la société canadienne, la question des vivres fut celle qui rendit les conséquences du conflit plus perceptibles à l'ensemble des Cana-

diens, sans égard pour le sexe, l'âge ou la condition sociale. Elle ôtait en effet de leurs assiettes les denrées réclamées par les Alliés outre-mer.

Du point de vue historiographique, à l'exemple de l'histoire de l'agriculture attirant généralement peu les historiens<sup>12</sup>, la question alimentaire au Canada durant la Grande Guerre demeure peu développée. Il faut néanmoins mentionner le mémoire de maîtrise de Joanne Barker Stacey, soutenu à l'Université d'Ottawa, en 2003: *"Save Today What Our Allies Need Tomorrow": Food Regulation in Canada during the First World War*<sup>13</sup>. Cette recherche est, à ce jour, la seule étude de synthèse qui existe sur le travail du Canada Food Control (1917-1918), puis du Canada Food Board (1918-1919).

Si les jeunes hommes en âge de porter l'uniforme furent incités à rejoindre les bataillons, le reste de la population fut appelé à faire sa part autour de la question des vivres. Posons-nous la question de savoir comment, en 1914-1918, les besoins en vivres de la Grande-Bretagne et des Alliés ont été représentés à la société canadienne en vue d'obtenir sa contribution? Comment a pu se traduire, au sein de la société canadienne, issue de la tradition libérale britannique, l'immersion de l'État au cœur de l'économie et de la vie privée, notamment pour la question de l'encadrement de la *consommation* des ménages. Avec les vivres, nous touchons à la totalisation de l'effort de guerre au Canada avec les habitudes alimentaires de tous les Canadiens pliées aux besoins du conflit outre-mer. La mobilisation de chacun, quels qu'aient été le sexe, l'âge et la condition sociale, était requise pour faire en sorte que le Canada répondit adéquatement aux besoins de la Grande-Bretagne et des Alliés.

Il faut également souligner que la mobilisation alimentaire des Canadiens amena la guerre et ses besoins au cœur même de la sphère domestique, aire dévolue plus précisément aux femmes. Demandons-nous alors si une partie de la question des vivres, au Canada, était d'abord un effort de guerre proprement féminin? Cet article propose de mettre en lumière les moyens développés par le gouvernement fédéral pour encadrer la consommation entre 1917 et 1918, en plus de préciser les principales cibles des autorités politiques et les pratiques de consommation remises en cause au nom de l'effort de guerre.

### **Organismes fédéraux mis en place pour encadrer les consommateurs canadiens**

Les premières politiques rattachées aux vivres visaient les producteurs, mais les consommateurs furent eux-mêmes ciblés par les autorités fédérales, en particulier à partir de 1917-1918, moment où la situation alimentaire en Grande-Bretagne fut des plus critiques. Dans le contexte de la guerre sous-marine à outrance combinée avec de mauvaises récoltes en

1916, le gouvernement fédéral se tourna vers les consommateurs pour encadrer leurs pratiques et économiser les denrées pouvant être exportées. Après les Britanniques et les Américains<sup>14</sup>, le Canada instaura, le 16 juin 1917, un Contrôleur des vivres du Canada (*Canada Food Controller*). La mise en place de cette fonction correspondait à la nouvelle orientation de l'effort de guerre canadien qui, pour mobiliser l'ensemble de ses ressources, centralisa davantage ses actions. L'année 1917 fut en effet celle d'une action plus engagée du gouvernement fédéral dans l'effort de guerre, passant par exemple du volontariat à la conscription, ou en instaurant nombre de commissions pour gérer des éléments de l'économie. La création du poste de Contrôleur des vivres s'inscrivait dans ce contexte commandé par la situation critique des Alliés, mais aussi par les limites de plus en plus apparentes des ressources canadiennes après 3 ans de conflit. Il s'agissait pour le Premier ministre Robert Borden de rationaliser l'effort de guerre canadien.

Le 21 juin 1917, le poste de Contrôleur des vivres du Canada fut confié à William J. Hanna, homme politique conservateur ontarien et ancien Secrétaire provincial de l'Ontario qui avait toute la confiance de Robert Borden<sup>15</sup>. Avec la nomination d'un Contrôleur des vivres, le gouvernement canadien reconnut que le temps était venu d'user de la législation pour modifier, encadrer et réorienter les habitudes alimentaires de la population canadienne au regard des besoins des Alliés. Cette évolution démontrait que le gouvernement canadien comprit que les vieilles méthodes du modèle économique non-interventionniste du *Business as Usual* du temps de paix ne pouvaient plus être une réponse adéquate pour le temps de guerre.

William J. Hanna définit les vivres à conserver pour les Britanniques et les Alliés comme étant les « 3B » : Blé, Bacon, Bœuf. Ces aliments furent au cœur de ses actions pour convaincre les Canadiens de les économiser en se tournant vers des substituts. Le Contrôleur des vivres exerça ses fonctions avec la coopération des ministères fédéraux et provinciaux, de ses homologues britanniques et alliés, en plus de compter sur la mobilisation des élites locales, d'associations et d'institutions comme les écoles pour toucher tant les enfants que les adultes, hommes et femmes, de toutes les catégories sociales<sup>16</sup>. Dans le domaine alimentaire, les pouvoirs du Contrôleur des vivres touchaient tant à la distribution qu'à la consommation des vivres, que ce fût en ayant un droit de regard et d'action sur les prix, les stocks, la distribution de denrées, et les lieux de restauration<sup>17</sup>. Dans son rapport de 1918, William J. Hanna rappela l'influence particulière de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour guider ses actions. Sa charge ne pouvait en effet s'appuyer sur aucun précédent : tout était à inventer pour encadrer la consommation de denrées au Canada<sup>18</sup>. Ce fut avec le voisin américain que le Contrôleur des vivres coopéra surtout.

L'effort de guerre alimentaire des États-Unis se rapprochait en effet de celui du Canada puisque la mobilisation des consommateurs ne concernait pas une situation de pénurie nationale de vivres, comme en Grande-Bretagne, mais visait plutôt à ravitailler les alliés européens. Pour le Contrôleur des vivres britannique, cette rationalisation des vivres au Canada et aux États-Unis permettait d'avoir la main mise les exportations de vivres du continent nord-américain<sup>19</sup>.

Le 11 juillet 1917, par voie de presse, le Contrôleur des vivres du Canada informa officiellement les Canadiens de ses buts poursuivis et de son action concentrée sur l'impératif de ravitailler en vivres les Britanniques et les Alliés<sup>20</sup>. Dans l'énoncé de sa politique, même s'il en avait le pouvoir, il n'était nullement question de contrôler les prix des denrées, au contraire des attentes exprimées par la population<sup>21</sup>. Au cours de la Grande Guerre, le gouvernement canadien ne fut jamais d'avis de contrôler les prix, laissant le marché se réguler de lui-même; seule la mobilisation des consommateurs pour répondre aux besoins de l'effort de guerre alimentaire prévalait, ce qui suscita bien des récriminations de la population à l'égard de William J. Hanna.

En effet, en 1917, la principale attente des Canadiens à son égard concernait le contrôle des prix<sup>22</sup>. Ce fut sous cet angle qu'ils avaient compris la mise en place de son poste<sup>23</sup>. La question de l'inflation toucha la plupart des pays en 1914-1918<sup>24</sup>. Si, chez les Alliés, les prix doublèrent en moyenne durant la guerre, en Allemagne, ils s'envolèrent à cause du blocus et des échecs des autorités militaires à ravitailler leurs soldats sans affamer les civils<sup>25</sup>. Au Canada, l'inflation était présente dès 1913<sup>26</sup>, mais avec le conflit, son niveau atteint était inégalé et renvoyait aux années 1850<sup>27</sup>. Au Canada, l'inflation des prix causée par la guerre se fit sentir dès 1915. Elle résultait de l'exportation de denrées où la demande outre-mer concurrençait celle nationale, du manque de bras pour soutenir la production agricole (rendant ainsi la main-d'œuvre agricole disponible plus onéreuse) et de l'inflation dont souffraient les agriculteurs (habillement, semences, machinerie)<sup>28</sup>.

La conséquence de cette inflation fut que l'inclusion des civils canadiens dans la question de l'économie des vivres, au nom d'impératifs supranationaux, ne correspondait en rien à leurs préoccupations tournées en priorité vers la « cherté de la vie ». Comme le note Caroline Roy, de 1915 à 1920, le coût de la vie au Canada augmenta de 71,7%. Les augmentations les plus importantes furent pour les vêtements (119,3%), les produits alimentaires (100,9%), le chauffage (45,3%) et le logement (33,2%)<sup>29</sup>. Les villes, en tant qu'aire de consommation, et surtout le milieu ouvrier, plus pauvre, furent les plus touchés. Il n'est pas surprenant que la presse urbaine se montra la plus critique à l'égard de l'action du Contrôleur des vivres.

La position de William J. Hanna était qu'il ne fallait pas interférer sur les prix et les profits des producteurs afin de ne pas les décourager au moment où l'effort de guerre agricole réclamait d'augmenter toujours plus la production. Cette position était applaudie par la presse rurale<sup>30</sup>. William J. Hanna était donc pris entre deux feux : la fronde qu'il subissait de la part d'organisations de femmes, d'ouvriers, de consommateurs, et de journaux urbains pour l'inciter à contrôler les prix, et des agriculteurs opposés à une quelconque action de ce genre pour ne pas voir leurs profits grugés<sup>31</sup>.

Très rapidement après sa nomination, les critiques se développèrent et ne cessèrent plus à partir de l'automne 1917 quand il apparut qu'il n'agirait pas sur les prix. Des titres de la presse urbaine libérale comme *La Presse* et *Le Soleil* au Québec, *The Morning Leader* en Saskatchewan, ou *The Globe* et le *Toronto Star* en Ontario s'attardèrent sur son inaction face à l'inflation<sup>32</sup>. Depuis les centres urbains, le principal reproche concernait le fait que William J. Hanna ne prenait en compte que les besoins des Alliés et non ceux des Canadiens, comme le résuma laconiquement, en septembre 1917, le président de la Chambre de Commerce de Montréal : « rien pour nous, tout pour l'autre côté »<sup>33</sup>. L'action du Contrôleur des vivres en fut dévalorisée aux yeux des Canadiens. Souvent les critiques à son égard se nourrissaient des actions de l'Administrateur des vivres américain et du Contrôleur des vivres britannique qui avaient pu intervenir sur les prix<sup>34</sup>.

Dans ce contexte, William J. Hanna dut justifier aux Canadiens ses choix. Il déclara la méprise qui pouvait exister entre les Canadiens et les buts de sa charge, ou entre les priorités des consommateurs à lutter contre l'inflation et les siennes à soutenir les Alliés. Il publia son point de vue dans la presse canadienne du 26 septembre 1917. Il rappela que le problème de la hausse des prix était dû au déséquilibre de l'offre et de la demande accentué par la demande britannique et alliée. Il rappela que le seul remède était d'agir sur l'offre en augmentant la production. Il souligna surtout le fait que sa charge consistait à répondre aux besoins des Alliés outre-mer en œuvrant à l'économie des vivres au Canada<sup>35</sup>.

Lors d'une conférence tenue à Toronto devant des représentants de l'église méthodiste, en janvier 1918, William J. Hanna joua sur le plan de la solidarité des sacrifices des consommateurs canadiens avec les combattants au front. Il affirma que, face à la situation alimentaire critique des Alliés, en plus d'augmenter la production agricole, il convenait aux Canadiens de délaissier leur intérêt personnel au nom du besoin national de soutenir l'effort de guerre<sup>36</sup>. Mais même avec ces nobles exhortations, la grogne des consommateurs ne fut pas calmée.

Un soutien extérieur se porta à sa défense. Lors de son passage au Canada, tandis qu'il était en route pour une mission aux États-Unis en octobre 1917, Lord Northcliffe, magna de la presse britannique et à la tête

du British War Ministry, prit la parole devant le Canadian Club à Montréal. Il soutint le travail de William J. Hanna en rappelant que le Contrôleur des vivres devait veiller à l'économie des vivres, n'en déplaise aux consommateurs qui attendaient de lui de contrôler les prix<sup>37</sup>. Lord Northcliffe souligna que bien du travail restait à faire au Canada, notamment en déclarant ne pas avoir constaté un degré de contrôle aussi important qu'en Grande-Bretagne. Il reprocha aux Canadiens de ne pas être assez conscients de l'état de guerre<sup>38</sup>. Le 2 avril 1918, le journal britannique *The Times* remarqua aussi que bien des choses restaient à faire pour ouvrir les Canadiens aux besoins de réduire leur consommation<sup>39</sup>. Ce point de vue britannique permet de prendre la mesure du fait que depuis le Canada, la vision du Contrôle des vivres n'était pas comprise de la même façon qu'en Grande-Bretagne.

Au contraire des Britanniques pour qui le contrôle des vivres signifiait une gestion de l'accès aux denrées rendu problématique par la guerre sous-marine, la question qui occupait l'esprit des consommateurs canadiens n'était pas le manque de vivres, le Canada étant autosuffisant, mais la difficulté d'y avoir accès à cause de l'inflation galopante. Face aux critiques grandissantes et à l'incompréhension de sa charge de la part des consommateurs, William J. Hanna démissionna le 24 janvier 1918. Dans son rapport final adressé à Robert Borden, il déplora que la population le tint responsable de leurs maux rattachés à l'inflation<sup>40</sup>.

Le 11 février 1918, le Contrôleur des vivres du Canada fut remplacé par la Commission des vivres du Canada (Canada Food Board). Le Commissaire des vivres dépendit dorénavant du ministère fédéral de l'Agriculture. Ce choix permettait de coordonner les actions menées au niveau des agriculteurs avec celles des citadins pour l'économie et l'aide à la production de vivres. L'une des premières missions de la Commission des vivres fut de trouver des bras pour l'agriculture en mobilisant les citadins et les jeunes gens avec l'instauration des *Soldats du Sol*<sup>41</sup>. Avec un ennemi déchargé du front de l'Est après la paix de Brest-Litovsk, le contexte plus difficile de 1918 commanda de mobiliser l'ensemble de la population civile autour de la question de l'économie et de la production des vivres pour contribuer à battre l'ennemi : « *Every man and woman in Canada should realize that in order to keep the battle line in France and Flanders unbroken we must do all in our power to keep the food line unbroken* »<sup>42</sup>.

À la tête de la Commission des vivres fut placé Henry B. Thomson, homme d'affaires influent de la Colombie-Britannique. Jusque-là, il était l'assistant de William J. Hanna qu'il représentait à Washington et à New York où il avait notamment en charge d'étudier le système américain de l'administration des vivres<sup>43</sup>. Son choix peut se comprendre comme une volonté de continuer la coopération canadienne avec les États-Unis sur le plan de l'effort de guerre alimentaire.



Par rapport aux «3B», les besoins grandissants des Alliés en 1918 amenèrent le Commissaire des vivres à étendre son action. Les vivres visés en 1918 furent: le blé, la viande, les matières grasses et le sucre. Ses efforts concernèrent aussi l'augmentation des exportations de beurre, fromage, lard, bacon, bœuf, viandes en conserve, jambon, viande de porc, lait en conserve et la crème<sup>44</sup>. Ce furent autant de produits que les consommateurs devaient davantage économiser.

*La Presse* maintint la pression en demandant à Henry B. Thomson d'agir sur les prix<sup>45</sup>. Mais sa position ne changea guère de celle de son prédécesseur. Par voie de presse, il définit sa ligne de conduite autour de l'augmentation de la production de vivres pour 1918<sup>46</sup>. Le développement des licences pour encadrer les profits des commerçants et des distributeurs permit de calmer en partie la grogne des consommateurs. Même si les Alliés européens, et notamment les Français et les Britanniques, furent amenés à instaurer le rationnement de leurs populations, en 1918, à l'exemple des États-Unis, le Commissaire des vivres s'y refusa, préférant compter sur la coopération des consommateurs<sup>47</sup>. La mesure était jugée comme impraticable au Canada, que ce fût au regard de sa superficie, qui ne facilitait pas son application, ou des coûts que cela aurait engendré<sup>48</sup>. Néanmoins, dans son rapport final, Henry B. Thomson n'écarta pas la possibilité qu'il y avait d'y recourir si la guerre avait dû se prolonger<sup>49</sup>.

Pour mener à bien cette politique volontariste, il fallut convaincre les Canadiens et, pour ce faire, il fallait surtout les éduquer sur la question des vivres<sup>50</sup>. Ceci amena le gouvernement canadien à produire une propagande officielle diffusée à l'échelle du Canada (ce que les autorités n'avaient pas cru bon de retenir pour le recrutement des bataillons). Le Contrôleur des vivres et le Commissaire des vivres du Canada exploitèrent plusieurs supports de diffusion de l'information, que ce soit par le biais de brochures, d'encarts et d'articles dans la presse, d'affiches, de conférences publiques ou de démonstrations<sup>51</sup>. Le cinéma fut également exploité, notamment par la diffusion de productions britanniques<sup>52</sup>. Il s'agissait également pour le Contrôleur puis le Commissaire des vivres d'exploiter des organisations d'encadrement de la population, et en particulier des femmes, pour diffuser la question de l'économie des vivres<sup>53</sup>.

Pour disposer de son propre organe d'information, notamment au moment où les critiques fusèrent dans la presse, le Contrôleur des vivres se dota d'un *Food Bulletin*, diffusé à 45 000 exemplaires<sup>54</sup>. Le premier numéro parut le 6 octobre 1917. La revue, d'une vingtaine de pages, était un miroir de l'action du Contrôleur des vivres, puis de son successeur. Sa diffusion se voulait la plus large possible au Canada, en particulier auprès d'associations et d'acteurs d'encadrement et d'information de la population (presse, écoles, religieux)<sup>55</sup>.

## Les cibles des politiques de l'économie des vivres: les ménagères et les places publiques

Les consommateurs urbains furent les principales cibles des politiques du contrôle des vivres, mais ce furent les femmes qui retinrent surtout l'attention. Il s'agissait de tirer partie de leur rôle social de gestion de l'économie domestique. Elles apparaissaient en effet comme le principal acteur de la consommation<sup>56</sup>. Ce devoir placé à leur encontre s'avéra de plus en plus important au fur et à mesure que la situation alimentaire des Alliés se dégrada en 1917-1918.

En plus des « recettes de guerre » proposées par le Contrôleur puis le Commissaire des vivres dans la presse canadienne pour amener les femmes à intégrer la question de l'économie des vivres dans leurs pratiques culinaires, à l'automne 1917, le Contrôleur des vivres s'inspira d'une campagne qui avait lieu aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour lancer les cartes de serment (*Food Pledge Card*). Il s'agissait d'obtenir des ménagères de signer une carte qui les engageait sur l'honneur à pratiquer l'économie des vivres dans leurs cuisines<sup>57</sup>. Dans le contexte de l'inflation, le succès de cette campagne fut mitigé à travers le Canada, les ménagères étant en effet déjà confrontées à une forme de restriction imposée par la hausse de prix des denrées<sup>58</sup>.

L'importance de cette campagne, en jouant sur le plan patriotique et moral, était d'atteindre la sphère privée pour laquelle le contrôle était somme toute difficile, voire impossible. Le rôle domestique d'approvisionnement du foyer et de veiller au bien-être de la famille était ainsi élargi à l'échelle supranationale d'approvisionnement des Alliés pour voir au bien-être des combattants. En tant que « ménagères des Alliés », les femmes devenaient logiquement un élément de la victoire.

L'autre cible du Contrôleur des vivres furent les lieux publics. À l'exemple de la France et de la Grande-Bretagne<sup>59</sup>, le 9 août 1917, le Contrôleur des vivres fit adopter une loi qui interdit la consommation de certaines denrées dans les lieux publics (hôtels, clubs, café et restaurants). La loi instaurait des jours sans viande: le bœuf et bacon ne devaient plus être servis le mardi et le vendredi, tandis que les autres jours, ces viandes ne pouvaient être servies qu'à un seul repas. De plus, l'usage du pain blanc fut restreint pour favoriser l'utilisation de substituts: pain de maïs ou gâteau d'avoine. Des pancartes durent être affichées dans les salles pour rappeler les besoins de la Grande-Bretagne et conscientiser les clients. Des amendes (100 à 500 \$) et des peines de prison (jusqu'à 3 mois) étaient prévues<sup>60</sup>. Pour veiller à l'application de la loi, le Contrôleur des vivres compta sur la coopération de la police municipale et des tribunaux locaux<sup>61</sup>.

Du point de vue des restaurateurs, cette loi n'était pas sans causer des problèmes. Par exemple, en avril 1918, *La Presse* cita la lettre d'un

restaurateur montréalais qui spécifiait au Contrôleur des vivres que les ouvriers ne pouvaient se contenter de légumes à midi alors que leur travail exigeait qu'ils eussent le plus d'énergie possible. Le risque de perdre sa clientèle était souligné<sup>63</sup>. Certains restaurateurs durent développer des stratégies pour satisfaire leur clientèle tout en respectant la loi. Dans le journal *Montreal Daily Star*, nous trouvons la publicité pour le restaurant *l'Edinburgh Cafe*, à Montréal. L'établissement trouva la parade à la question des restrictions imposées sur la viande en proposant un *Vegetarian War Lunch*<sup>63</sup>. En plaçant sur le plan patriotique le respect de la loi, le restaurateur faisait peser sur le client une pression morale lui permettant de se décharger de ses critiques sur ce dont il pouvait disposer dans son assiette.

### **Redéfinir les habitudes alimentaires des Canadiens en temps de guerre**

En ce qui concerne les aliments à économiser, dans un discours prononcé à Montréal, le 17 juillet 1917, le Contrôleur des vivres définit le devoir qui incombait spécifiquement aux citoyens dans l'effort de guerre alimentaire canadien : réduire d'un tiers leur consommation de bœuf, de blé et de bacon. En respectant cette ligne de conduite des « 3B », il s'agissait pour les consommateurs de faire montre de leur patriotisme et de leur soutien aux Alliés<sup>64</sup>.

Les privations volontaires de la population civile mirent surtout en valeur l'idée de l'accord des sacrifices endurés par les soldats au front et celui des civils à l'arrière. Des affiches de la Commission des vivres jouèrent sur cette thématique en 1918. L'une d'elles représente un soldat canadien au premier plan et, à l'arrière plan, des explosions. Celui-ci pointe du doigt la phrase « *We are saving you. You save Food* ». Le devoir de chacun était ainsi défini : les soldats au front, pour combattre pour la victoire, et les civils à l'arrière, pour les soutenir en permettant qu'ils fussent adéquatement nourris. D'ailleurs, le slogan de l'affiche est : « *Well fed Soldiers will win the war* »<sup>65</sup>. Le discours de mobilisation que développa le Contrôleur des vivres fut que de la capacité du Canada à exporter des vivres (et donc des consommateurs à économiser le plus possible les aliments nécessaires outre-mer) allait dépendre la victoire des Alliés.

Outre l'approche patriotique, les consommateurs canadiens furent aussi intéressés à la question de l'économie des vivres par le biais de l'intérêt personnel. Par exemple, en 1918, le docteur Aurèle Nadeau, sous l'autorité de la Commission des Vivres du Canada, publia la brochure *Mangeons moins et mieux*. Il y condamnait le régime alimentaire des civils développé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui, à ses yeux, était la cause de bien des maux pour la santé des individus. La guerre permettait ainsi à la population de redécouvrir les bienfaits de la frugalité<sup>66</sup>.

Pour réorienter les habitudes alimentaires des Canadiens, en 1918, la Commission des vivres produisit des affiches qui, dans son approche pédagogique, représentaient une table garnie de légumes, de pommes de terre, et de poissons. Le slogan était : « Le poisson et les légumes épargnent blé, viande et gras pour nos soldats et alliés »<sup>67</sup>. En plus des légumes qui furent le substitut roi des années de guerre, notamment avec la campagne des *jardins de guerre* (ancêtres des *jardins de la victoire* des années 1939-1945), le Contrôleur des vivres du Canada réorienta les habitudes alimentaires des Canadiens vers les céréales autres que le blé et vers le poisson<sup>68</sup>. Ces aliments permettaient aussi au Contrôleur des vivres de répondre aux critiques qu'il essayait au sujet de son inaction face à l'inflation en valorisant des substituts plus abordables. Au nom de l'économie des « 3B », et avec l'encouragement de l'inflation, les Canadiens durent donc se tourner vers des aliments jusque-là plutôt délaissés.

En ce qui concerne la viande, en août 1917, le Contrôleur des vivres conseilla aux Canadiens de s'imposer deux jours sans bacon par semaine<sup>69</sup>. Avant-guerre, l'alimentation nord-américaine contenait beaucoup de viande : en 1910, 137 livres de viande étaient consommées durant l'année par personne au Canada, contre 80 livres en France et un peu moins de 120 en Grande-Bretagne (en 1906)<sup>70</sup>. Le régime de guerre des Canadiens devait donc être chamboulé.

Parmi les substituts proposés à la viande, il y avait les légumes. Or avant le conflit, les légumes n'étaient pas une part importante et populaire de l'alimentation canadienne, que ce soit avec le climat qui ne permettait pas une production importante ou avec les problèmes de conservation<sup>71</sup>. Il était difficile d'éloigner de la viande les Canadiens, bien que l'inflation s'en chargea. Ce fut la consommation du poisson que le Contrôleur puis le Commissaire des vivres retinrent.

Dans le contexte de l'inflation, le *Ottawa Citizen* présentait le recours au poisson comme un moyen de lutter contre l'augmentation du coût de la vie même si cet aliment était peu présent dans les habitudes culinaires canadiennes<sup>72</sup>. Pour aider à augmenter la pêche, le *Deputy Minister of Naval Service* mit à la disposition du Contrôleur des vivres un chalutier à vapeur, le *Baleine*, pour aider à la pêche sur les côtes de l'Atlantique ce qui, en 1917, permit d'augmenter l'offre de ce produit d'en moyenne 300 000 livres de poissons par mois<sup>73</sup>. Des lacs furent aussi ouverts pour la pêche en Ontario : Nippigon et Nippissing. De plus, le Contrôleur des vivres établit un service de wagons frigorifiques (« chars-glacières ») pour alimenter en poissons frais le marché intérieur<sup>74</sup>. Ce train assurait des livraisons régulières et ralliait le Nouveau-Brunswick au Centre du Canada<sup>75</sup>. Le train de livraison fut baptisé *See Food Special*<sup>76</sup>.

Fin octobre-début novembre 1917, avec le concours de la presse francophone et anglophone, une campagne publicitaire fut organisée au

Québec par le Contrôleur des vivres pour augmenter la consommation de poisson dans la province<sup>77</sup>. Sous le thème « Vous devriez manger plus de poisson », *La Presse* précise que le but de cette campagne fut d'informer les consommateurs des bienfaits du poisson et de l'impératif de le valoriser<sup>78</sup>. Pour justifier les raisons devant amener les Québécois à s'imposer ce régime, les encarts jouaient sur le patriotisme et l'intérêt personnel des ménages en démontrant l'économie que la consommation de poisson permettait sur le budget familial en le substituant à la viande devenue hors de prix<sup>79</sup>. Avec cette campagne, le Contrôleur des vivres demandait de laisser la viande à l'exportation et de se replier sur un « régime patriotiquement responsable ».

Poursuivant les efforts de William J. Hanna pour encourager la consommation du poisson, qui était alors vu comme une ressource illimitée<sup>80</sup>, le Commissaire des vivres du Canada fit du 31 octobre 1918 le Canada's National Fish Day. Lors de cette journée, à travers tout le Canada, les familles canadiennes étaient invitées à ne pas consommer de viande et à servir à la place deux plats de poisson<sup>81</sup>. Par contre, il reste à savoir si les Canadiens se plièrent effectivement à ces exhortations dans leurs cuisines.

Tous les citadins ne furent pas prêts à modifier leurs habitudes. C'est ce que met en lumière *Le Soleil* qui, en mai 1918, notait que sur le marché de la Vieille capitale, les consommateurs boudaient le hareng que les poissonniers n'arrivaient pas à vendre en dépit des stocks qu'ils avaient pu se faire<sup>82</sup>. Le constat était identique pour Montréal où *La Presse* soulignait le peu d'entrain des Montréalais à se tourner vers le poisson, et notamment les Canadiens français catholiques déjà soumis à la consommation de cet aliment par leur religion et rechignant à se voir imposer des jours supplémentaires<sup>83</sup>.

En ce qui concerne les résultats de cette campagne, d'après les chiffres fournis par le Contrôleur des vivres, en juillet-décembre 1916, avant que des mesures ne fussent prises, la consommation de poisson était de 588 473 livres au Québec, 218 070 en Ontario et de 306 135 dans l'Ouest canadien. En 1917, avec les efforts déployés par William J. Hanna, elle augmenta à 932 688 livres au Québec, 788 557 en Ontario et à 505 955 dans l'Ouest canadien. La plus forte augmentation concerna l'Ontario, ce qui démontre en partie le succès des trains frigorifiques pour approvisionner le marché ontarien<sup>84</sup>.

En ce qui concerne l'économie du blé, central dans le régime alimentaire de ce début de xx<sup>e</sup> siècle, les mauvaises récoltes successives de 1916 à 1918 amenèrent les autorités fédérales à légiférer pour en réduire la consommation. La distillation fut parmi les cibles du gouvernement canadien. En effet, si nous replaçons le blé dans le contexte de l'effort de guerre agricole canadien, le succès de la prohibition de l'alcool durant le conflit ne fut pas un hasard. Au début, il revint à chaque province de prendre les

devants, comme en 1916, en Ontario<sup>85</sup>, et en 1917, en Saskatchewan<sup>86</sup>. Outre le contrôle de l'ébriété des soldats, cette mesure se justifiait par l'impératif de conserver le blé à l'exportation et à la consommation. Ce tournant dans l'histoire canadienne fut d'abord applaudi par les associations féminines qui militèrent pour la prohibition de l'alcool. L'effort de guerre agricole vint leur donner des munitions pour que l'interdiction fût appliquée à l'échelle du Canada. En février 1915, *The Globe* rendait déjà compte d'un mémo adressé aux gouvernements provinciaux par le Dominion Women's Christian Temperance Union qui plaçait sur le plan du gaspillage l'usage de grains pour la fabrication d'alcool<sup>87</sup>. Après l'échec des récoltes de 1917 et à l'exemple des États-Unis<sup>88</sup>, le 9 août 1917, le Contrôleur des vivres interdit l'usage du blé dans la distillation. Des licences permettaient néanmoins de passer outre pour les productions qui le nécessitaient, comme pour l'industrie des munitions<sup>89</sup>.

Rattachée au blé, la farine fut aussi retenue. Pour économiser l'utilisation du blé dans sa fabrication, alors même qu'en juin 1915, *Le Soleil* se moquait du « pain K. K. » des Allemands<sup>90</sup>, les Canadiens furent soumis à la « farine de guerre » et aux « pains de guerre ». Le recours à la « farine de guerre » au Canada fut décidé après des discussions avec un représentant d'Herbert Hoover. Il s'agissait pour les autorités canadiennes de s'inspirer de la farine de guerre américaine<sup>91</sup>. La « farine de guerre » canadienne fut produite selon les directives données en janvier 1918 par le bureau du Contrôleur des vivres du Canada aux minotiers. Elle devait être blutée à 74% au lieu des 70% environ pour la farine blanche. Les meuniers devaient ne pas employer plus de 265 livres de blé net de printemps pour produire 190 livres de farine, et 275 livres de blé net d'hiver pour 190 livres de farine<sup>92</sup>. La farine de guerre avait alors une légère teinte brune<sup>93</sup>.

Le gouvernement canadien mit en garde les ménagères tentées de faire des stocks de farine blanche en attendant que la « farine de guerre » fût distribuée aux commerces<sup>94</sup>. Pour contrer la tentation, la quantité autorisée pour les ménages fut définie : les Canadiens ne pouvaient garder que 98 livres de farine pour la consommation mensuelle<sup>95</sup>. L'étude de la presse canadienne fait apparaître une inquiétude de la part des consommateurs face à cette innovation imposée par la guerre. Ils se montraient sceptiques quant à la qualité de la « farine de guerre »<sup>96</sup>. Le devoir des journalistes, dans leur rôle de coopération avec les politiques du contrôle des vivres, fut de les rassurer sur la validité de cette farine en rappelant la raison de son utilisation et le sacrifice à endurer pour répondre aux besoins des Alliés<sup>97</sup>.

Face à ces changements imposés aux habitudes alimentaires des Canadiens, les compagnies durent aussi rassurer les consommateurs et entreprendre une véritable opération de marketing pour valoriser la « farine de guerre »<sup>98</sup>. Par exemple, la Lake of the Woods Milling Company Limited<sup>99</sup>, la Ogilvie Flour Mills Co. Limited<sup>100</sup> et la Lake of Woods Milling

Company Limited publièrent des publicités dans la presse canadienne pour informer les consommateurs canadiens sur la viabilité de la « farine de guerre » pour la cuisine, tout en rappelant les raisons qui les amenèrent à proposer ce produit. L'intérêt de cette démarche était de rappeler que le contexte de la guerre et le patriotisme justifiaient aux entreprises de ne pas répondre aux attentes des consommateurs et de leur imposer au contraire un produit dont ces derniers ne voulaient pas. La guerre renversait ainsi la loi de l'offre et de la demande<sup>101</sup>.

## Conclusion

En mars 1919, après un relâchement progressif des restrictions entourant la consommation des vivres, la Commission des vivres fut abolie. Durant la Première Guerre mondiale, nous ne pouvons comprendre l'effort de guerre canadien sans avoir un œil sur l'évolution de la situation internationale. Il paraît en effet difficilement compréhensible qu'en 1917-1918 la pression sur les Canadiens fut la plus importante pour la question des vivres, si nous ne prenons pas en compte la guerre sous-marine à outrance qui aggrava la pénurie alimentaire pour les Alliés. De plus, nous ne pouvons comprendre les diverses mesures prises au Canada pour la question des vivres sans avoir en vue les politiques similaires prises en Grande-Bretagne ou aux États-Unis et qui influencèrent les choix faits au Canada. L'Administrateur des vivres aux États-Unis précéda d'ailleurs le Contrôleur des vivres au Canada qui développa avec lui une coopération suivie en 1917-1918 pour que l'Amérique du Nord soit en mesure de répondre aux besoins de l'Europe.

À l'opposé des politiques de contrôle des vivres adoptées par les belligérants européens, la finalité des politiques canadiennes n'était pas de répondre à une situation de pénurie alimentaire, mais plutôt aux besoins des Alliés et à la pression qu'ils faisaient peser sur le marché intérieur canadien. L'inflation en effet était la conséquence la plus « visible » de la pénurie alimentaire en Europe avec des produits comme le blé, le bacon et le bœuf qui furent détournés du marché intérieur pour l'exportation. Cette inflation, au niveau des centres urbains, ne fut pas sans susciter des critiques à l'encontre des autorités fédérales qui valorisaient le soutien aux Alliés avant l'intérêt national. Pour le monde ouvrier qui demanda tout au long de la guerre de lutter contre l'inflation, cette demande devint violente une fois le conflit terminé<sup>102</sup>.

Dans le domaine des vivres, la Première Guerre mondiale posa les jalons des politiques de rationnement du second conflit mondial. Nous oublions souvent que les Canadiens de la Deuxième Guerre mondiale avaient vécu la Grande Guerre. Quand la question des vivres réapparut en 1939-1945, les années 1914-1918 permettaient de disposer d'un précédent.

## Notes et références

1. Cet article est tiré d'une recherche post doctorale menée en 2008-2010 grâce au soutien du FQRSC et portant sur la question de la production et de l'économie des vivres au Québec, en Ontario et en Saskatchewan durant la Première Guerre mondiale.
2. L. Margaret Barnett, *British Food Policy during the First World War*, USA, Allen and Unwin, 1985, p. 3.
3. *Ibid.*, p.15.
4. Von Tirpitz, *Mémoires du Grand-Amiral von Tirpitz. Ministre de la Marine allemande (1897-1916)*, Paris, Payot, 1930, p. 400.
5. Jacques Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Paris, Dalloz, 1959, p. 548.
6. Winston S. Churchill, *The World Crisis. 1911-1918*, New York, Free Press, 2005 (1931), p. 744.
7. C'est en juin 1917 que le système de convois fut mis en place pour les traversées de l'Atlantique, système qui sera appliqué à nouveau lors de la Bataille de l'Atlantique en 1939-1945.
8. David Dupont, *Une brève histoire de l'agriculture au Québec. De la conquête du sol à la mondialisation*, Québec, Fides, 2009, p. 39.
9. Joanne Barker Stacey, *Save Today What Our Allies Need Tomorrow. Food Regulation in Canada during the First World War*, Ottawa, mémoire de maîtrise, Carleton University, 2003, p. 36-38.
10. Henry Borden, *Robert Laird Borden: His Memoirs*, vol. I, Toronto, MacMillan Company, 1938, p. 457.
11. «Les cadeaux des provinces», *Le Peuple*, 18 septembre 1914, p. 3.
12. John Herd Thompson, «Writing About Rural Life and Agriculture», dans John Shultz (dir.), *Writing About Canada. A Handbook for Modern Canadian History*, Canada, Prentice-Hall Inc., 1990, p. 97.
13. Joanne Barker Stacey, *op. cit.*
14. En décembre 1916, la Grande-Bretagne établit un *Food Controller* pour prendre en main la question du ravitaillement de la population civile et l'encadrement de leurs pratiques de consommation. Au États-Unis, dès leur entrée en guerre, le gouvernement américain confia à Herbert Hoover l'*Administration des vivres*, en avril 1917.
15. Bibliothèque et Archives Canada, «Télégramme du Premier ministre Robert Borden au Gouverneur général», juin 1917, Fonds MG26, *Borden Papers*, volume 186, document n° p. 102 et 431.
16. Archives de la Saskatchewan (Saskatoon), «Lettre de T. D. Macauley, président du comité des ressources alimentaires du bureau du Contrôleur des vivres du Canada, à William Martin, Premier ministre de la Saskatchewan», 29 novembre 1917, Fonds W. M. Martin, Fonds M4, Boîte Martin I.88, Dossier *Food Supply*, 1917-1918, doc. 25 505a-25 505b.
17. «M. W. J. Hanna Contrôleur des vivres», *Le Devoir*, 20 juin 1917, p. 5.
18. William J. Hanna, *Report of the Food Controller*, Canada, sans éd., 1918, p. 12.
19. John A. Fairlie, *British War Administration*, 1919, USA, Oxford University Press, p. 207.



20. «Consumption of Wheat, Beef and Bacon in Canada Must Be Reduced by One-Third», *The Morning Leader*, 12 juillet 1917, p. 1.
21. J. Castell Hopkins, *Canadian Annual Review*, 1917, Toronto, CAR Ltd., 1918, p. 364.
22. Voir par exemple: «Contrôleur des vivres au Canada», *La Presse*, 20 juin 1917, p. 2; «Control of Food Prices Must Be Far-reaching and drastic», *The Morning Leader*, 12 juillet 1917, p. 4.
23. «Les explications du Contrôleur des vivres», *Le Patriote de l'Ouest*, 3 octobre 1917, p. 1.
24. Douglas McCalla, «*The Economic Impact of the Great War*», dans David Mackenzie (dir.), *Canada and the First World War*, Toronto, UTP, 2005, p. 145.
25. Frédéric Rousseau, *La Grande Guerre en tant qu'expérience sociale*, Paris, Ellipses, 2006, p. 91-92.
26. J. Castell Hopkins, *Canadian Annual Review*, 1917, Toronto, CAR Ltd., 1918, p. 439-440.
27. Douglas McCalla, «*The Economic Impact of the Great War*», dans David Mackenzie (dir.), *Canada and the First World War*, Toronto, UTP, 2005, p. 145.
28. «*War Causes Great Rise in Prices*», *The Montreal Daily Star*, 16 septembre 1916, p. 16.
29. Caroline Roy, *La Ligue des Ménagères de Québec. 1917-1924*, Montréal, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1995, p. 13-14.
30. «*Well Said, Mr. Hanna*», *Farm and Dairy*, 4 octobre 1917, p. 1070.
31. «*Back up Mr. Hanna*», *Farm and Dairy*, 25 octobre 1917, p. 1142.
32. J. Castell Hopkins, *Canadian Annual Review*, 1917, Toronto, CAR Ltd., 1918, p. 366-367.
33. «Un violent reproche que l'on adresse à M. Hanna», *La Presse*, 18 septembre 1917, p. 7.
34. «*Food Control in U.S.*», *Times*, 8 juin 1917, p. 6.
35. «Pourquoi la vie est si chère», *Le Soleil*, 26 septembre 1917, p. 7.
36. «*Food Shortage in Europe Desperate States Mr. Hanna*», *The Montreal Daily Star*, 9 janvier 1918, p. 11.
37. «*Shall Canadians Retrench or Shall Soldiers at Front Go On Shorter Rations?*», *The Montreal Daily Star*, 9 octobre 1917, p. 3; «Northcliffe a parlé...», *Le Devoir*, 10 octobre 1917, p. 1.
38. «*More Production and Economy are Greatly Needed*», *The Montreal Daily Star*, 8 octobre 1917, p. 3; «*Must Produce More, Eat Less*», *The Globe*, 9 octobre 1917, p. 3.
39. «*Eager Cooperation in the War*», *The Times*, 2 avril 1918, p. 5.
40. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 6-7.
41. «Commission de contrôle», *Le Devoir*, 11 février 1918, p. 3.
42. «*What Does it Mean to You?*», *Food Bulletin*, n° 15, 4 mai 1918, p. 11.
43. «*Hon. W. J. Hanna Leaves Post of Food Controller*», *The Montreal Daily Star*, 25 janvier 1918, p. 5.
44. G. E. Britnell et V. C. Fowke, *Canadian Agriculture in War and Peace, 1935-1950*, United States, Stanford University Press, 1962, p. 42. C'est notamment la question de l'économie du beurre et de l'inflation de son prix pour les consommateurs qui amena, en 1918, l'introduction de la margarine au Canada.

45. «La part de chacun», *La Presse*, 30 janvier 1918, p. 4.
46. «M. Thomson au peuple canadien», *La Presse*, 30 janvier 1918, p. 11.
47. Christopher Capozzola, *Uncle Sam Wants You. World War I and the Making of the Modern American Citizen*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 96.
48. «Rationnement volontaire», *L'Événement*, 17 juillet 1918, p. 2; «Rationing is Not Practical for Canada», *The Morning Leader*, 5 février 1918, p. 2.
49. «Le rationnement est impossible», *Le Devoir*, 5 février 1918, p. 3.
50. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 17.
51. *Ibid.*, p. 19.
52. «Food Control Film», *Food Bulletin*, n° 3, 3 novembre 1917, p. 12.
53. «Canadians Must Save Food, Says Hon. W. J. Hanna», *The Montreal Daily Star*, 7 juillet 1917, p. 3.
54. Jeffrey Keshen, *Propaganda and Censorship during Canada's Great War*, Edmonton, UPA, 1996, p. 52.
55. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 28-29. Le bulletin parut jusqu'en janvier 1919.
56. Magda Fahrni, «Explorer la consommation dans une perspective historique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 4, printemps 2005, p. 468; Voir le chapitre 3 de Susan Strasser, *Never Done. A History of American Housework*, USA, Pantheon Books, 1982, p. 242-262.
57. «L'économie», *L'Action catholique*, 15 février 1918, p. 1.
58. Voir par exemple: «Signing the Pledge», *The Toronto Star*, 20 septembre 1917, p. 8; «Le problème des vivres», *L'Action catholique*, 26 février 1918, p. 1.
59. Thierry Bonzon, «La société, l'État et le pouvoir local: l'approvisionnement à Paris, 1914-1918», dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 183, juillet 1996, p. 24.
60. Canada, *The Canada Gazette (extra)*, 13 août 1917, p. 2.
61. Voir par exemple: «Breaches of Food Board Regulations», *The Northern Advance*, 4 juillet 1918, p. 1.
62. «Production nationale et restrictions alimentaires», *La Presse*, 13 avril 1918, p. 5.
63. «Have You Tried Our 50c Vegetarian War Lunch», *The Montreal Daily Star*, 2 février 1918, p. 5.
64. «Conserve Food or Lose Cause», *The Globe*, 18 juillet 1917, p. 3.
65. Archives de l'Université McGill, réf. WP1-F9-F2. L'affiche fut tirée à 18 450 exemplaires.
66. Aurèle Nadeau, *Mangeons moins et mieux*, Ottawa, Commission des vivres du Canada, 1918, p. 3.
67. Archives de l'Université McGill, réf. WP1-F7-F2 (pour la version anglaise); Archives de l'Université McGill, réf. WP1-F8-F2 (pour la version française).
68. «Food Controller Hanna Tells the People How to Solve the Food Problem – "Eat Less"», *The Morning Leader*, 14 juillet 1917, p. 8.
69. «Deux jours sans manger aucun bacon», *La Presse*, 2 août 1917, p. 2.
70. Joanne Barker Stacey, *op. cit.*, p. 58. Aux États-Unis, la consommation moyenne de viande était de 170 livres par personne et par année en 1910.
71. Joanne Barker Stacey, *op. cit.*, p. 58.
72. «Cultivation of Fish Eating Habit One of Best Ways to Cut Down High Living Cost», *The Ottawa Citizen*, 1er juin 1916, p. 11.

73. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 38.
74. «Économie des vivres au Canada», *Le Soleil*, 3 août 1918, p. 8.
75. «La valeur alimentaire du poisson», *L'Action catholique*, 20 septembre 1917, p. 6.
76. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 36.
77. «*What Food Controller Has Achieved to Date*», *Food Bulletin*, n° 5, 1er décembre 1917, p. 12.
78. «Le poisson comme aliment», *La Presse*, 16 octobre 1917, p. 4.
79. «Vous devriez manger plus de poisson», *La Presse*, 27 octobre 1917, p. 21. Remarquons qu'en France, en mai-octobre 1917, face à la pénurie de viande, 2 jours sans viande furent institués, puis 3 jours, en mai-juillet 1918. Thierry Bonzon, *op. cit.*, p. 15 et 24; Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Français. 1914-1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 226.
80. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 36.
81. «*Canada's National Fish Day*», *The Ottawa Citizen*, 26 octobre 1918, p. 14.
82. «La question du poisson», *Le Soleil*, 29 mai 1918, p. 4.
83. «La consommation du poisson», *La Presse*, 26 octobre 1917, p. 4.
84. William J. Hanna, *op. cit.*, p. 39.
85. Peter A. Baskerville, *Ontario. Image, Identity and Power*, Canada, Oxford University Press, 2002, p. 175.
86. J. F. C. Wright, *Saskatchewan. The History of a Province*, Canada, McClelland and Stewart Limited, 1955, p. 183.
87. «*Produce More and Waste Less*», *The Globe*, 16 février 1915, p. 4.
88. J. Castell Hopkins, *Canadian Annual Review*, 1917, Toronto, CAR Ltd, 1918, p. 366.
89. Canada, «*Food Control — P.C. 2190*», Unpublished Sessional Papers, 1st Session of the 13th Parliament, 18 mars 1918-24 mai 1918, n° 56, RG 14, D 2, volume 35.
90. «L'armée allemande au régime du pain K. K. », *Le Soleil*, 10 juin 1915, p. 6. K. K. = *Kleie und Kartoffel* (son et pomme de terre). Il s'agissait d'un pain de guerre instauré en 1915 en Allemagne pour parer à la pénurie de blé. Il était élaboré en grande partie par de la féculé de pomme de terre.
91. Archives de la Saskatchewan (Saskatoon), «Lettre du Ministre de l'Agriculture du Canada, M. Crerar, au Ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, M. Motherwell», 22 avril 1918, Fonds W. R. Motherwell, Fonds S-M12, Dossier Motherwell II.40, Boite *European War, 1914-1918: Food question*, 1918, doc. 5 692. En France, le taux de blutage est porté à 77% en avril 1916, puis à 85% en juillet 1917, contre les 74% d'avant-guerre. Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Français. 1914-1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 226.
92. «Le devoir du Canada envers l'Europe affamée», *Le Soleil*, 28 janvier 1918, p. 1.
93. «Québec a du pain de guerre», *Le Soleil*, 26 janvier 1918, p. 12; «Le pain de guerre», *La Presse*, 19 mars 1918, p. 4.
94. «N'achetez pas de farine en quantité», *Le Soleil*, 1er février 1918, p. 1.
95. «Farine et pain de ménage», *La Presse*, 1er février 1918, p. 4.
96. «*War Bread is Easy to Take*», *The Globe*, 2 février 1918, p. 10..
97. «*Food Situation with Allies is very Serious Now*», *The Montreal Daily Star*, 2 février 1918, p. 5.

98. «Campagne pour promouvoir l'économie des vivres», *Le Soleil*, 26 janvier 1918, p. 7.
99. Voir par exemple: «La farine de guerre donnera un bon pain», *Le Soleil*, 4 février 1918, p. 3; «War Flour Good Flour», *The Globe*, 29 janvier 1918, p. 7.
100. «La "Standard" Ogilvie. Farine de blé du printemps», *Le Soleil*, 15 février 1918, p. 9; «Ogilvie's Standard Spring Wheat Flour», *The Globe*, 12 février 1918, p. 7.
101. «La farine de guerre. Une bonne farine», *La Presse*, 30 janvier 1918, p. 3.
102. Ramsay Cook, *Le Canada: Étude moderne*, Toronto, Clarke, Irwin&Company Limited, 1988, p. 170.